

Question orale de Mme Kattrin Jadin à Sophie WILMES sur "Le déploiement de troupes russes aux frontières ukrainiennes"

Kattrin Jadin (MR): Madame la présidente, madame la ministre, dans le cadre de ce débat d'actualité, je souhaiterais vous interroger au sujet de l'Ukraine, de la Géorgie et des récents mouvements russes.

Début mars, le président du Conseil européen, Charles Michel, s'est rendu en Ukraine et en Géorgie, notamment pour témoigner de la solidarité de l'Union européenne à l'égard de ces deux pays qui se trouvent géographiquement parlant dans une situation très difficile face à la Russie. En outre, ils connaissent également certains problèmes structurels internes de corruption.

Madame la ministre, que peut-on retenir de cette visite de M. Charles Michel en Ukraine et en Géorgie? Comment l'Union européenne compte-t-elle soutenir davantage le processus de démocratisation et de transparence nécessaire en Ukraine? Où en sont les relations bilatérales entre la Belgique et ce pays?

J'en arrive ainsi à la question des troupes russes récemment déployées aux frontières ukrainiennes. Je souhaiterais savoir comment notre pays, mais aussi l'Union européenne et l'OTAN comptent réagir face à ce déploiement?

Sophie Wilmès, ministre: Chers collègues, l'Ukraine fait l'objet d'une attention très soutenue aussi bien de la part de l'Union européenne que du côté des instances bilatérales - comme vous l'avez entendu dans plusieurs forums internationaux. Ces derniers mois furent particulièrement intenses pour les relations entre l'Ukraine et l'Union européenne. Le Haut-Représentant Josep Borrell s'est rendu à Kiev à la fin septembre 2020, avant qu'un sommet UE-Ukraine ne se tienne en octobre, pour être suivi d'un Comité d'association en novembre et d'un Conseil d'association UE-Ukraine le 11 février. Le sommet d'octobre a confirmé l'engagement de l'Union européenne et sa fiabilité en tant que partenaire de l'Ukraine.

M. Charles Michel, président du Conseil européen, s'est en effet rendu en Ukraine au début du mois de mars, en s'arrêtant dans la région du Donbass. Lors de ce voyage, il a souligné les valeurs communes de démocratie, de droits humains, d'État de droit, de respect du droit international. Il a relevé que l'Union européenne était le partenaire le plus fiable de l'Ukraine et a renouvelé le soutien à l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'État ukrainien.

Sur le plan bilatéral, vous savez que la Belgique et l'Ukraine entretiennent d'excellentes relations. Le 10 février dernier, j'ai moi-même rencontré le premier ministre ukrainien à l'occasion de sa visite en Belgique. Cette rencontre s'est déroulée dans une ambiance de travail constructive. Vous vous souviendrez que nous avons même pu signer des accords relatifs au travail des épouses ou époux de diplomates.

À l'instar de ses partenaires européens, la Belgique soutient pleinement l'Ukraine dans la conduite des réformes qui visent à assurer des institutions solides. Il reste encore du travail dans les volets de l'État de droit, du respect des droits humains, de la femme, des minorités, mais nous saluons la volonté du gouvernement ukrainien d'avancer dans ces domaines. Ces

éléments restent en effet indispensables si l'Ukraine veut progresser dans sa relation avec l'Union européenne.

En ce qui concerne l'intégration accrue de l'Ukraine au marché intérieur européen, la Belgique plaide pour une exécution complète des dispositions prévues et des opportunités offertes par l'accord d'association déjà en vigueur.

L'Ukraine souhaite, à terme, adhérer à l'Alliance transatlantique. Ce rapprochement est important et bénéfique pour les deux parties et doit s'envisager comme une occasion pour accélérer la transition du pays vers une démocratie stable et prospère. Elle bénéficie du statut de partenaire rapproché de l'OTAN, avec laquelle les progrès sont évalués sur la base du plan national annuel.

De speciale zitting van de NAVO op 14 april was uitsluitend aan Afghanistan gewijd, maar de NAVO-Oekraïne-commissie, die op 13 april bijeenkwam in aanwezigheid van de Oekraïense minister van Buitenlandse Zaken, herhaalde de steun van het bondgenootschap.

Ik breng ook graag de Enhanced Forward Presence in herinnering, waartoe werd beslist in 2016 met als specifiek doel de collectieve verdediging en afschrikking van de NAVO aan de oostflank te versterken. De EFP is, zoals u weet, gestationeerd in de drie Baltische staten en Polen en moet dan ook vooral worden gezien in samenhang met de veiligheid van die specifieke bondgenoten.

Met betrekking tot de Zwarte Zee-regio besliste de NAVO tot de Tailored Forward Presence met een multinationale aanwezigheid in Roemenië en een bewaking van het luchtruim in Roemenië en Bulgarije. In 2019 besliste de NAVO om de aanwezigheid in de Zwarte Zee te verhogen middels oefeningen en havenbezoeken. Wij zijn ook solidair met Oekraïne wat betreft zijn territoriale integriteit, met name ten aanzien van de Krim en de situatie in de Donbass-regio. Dat is een boodschap die ik aan de Oekraïense eerste minister heb herhaald en die wij op de verschillende internationale fora zullen blijven uitdragen.

Tijdens de zitting van de Raad Buitenlandse Zaken van 19 april in aanwezigheid van mijn Oekraïense homoloog heeft de EU de recente Russische militaire beweging in de buurt van Oekraïne betreurd. Alle lidstaten van de EU waren ook tevreden over de opmerkelijke terughoudendheid van Oekraïne ten aanzien van deze provocerende ontwikkeling. Ik ben verheugd over de aankondiging van Rusland op 22 april dat het de troepen die onlangs in het grensgebied met Oekraïne waren gestationeerd, zal terugtrekken. De westerse reactie, zowel op het niveau van de Europese Unie en de NAVO als de OVSE, was snel en gepast door Oekraïne te steunen en tegelijkertijd te pleiten voor de-escalatie.

M. Dallemagne demandait comment on faisait l'analyse du départ des troupes russes. Seuls ceux qui décident d'une action peuvent en connaître la raison profonde. Ce n'est pas de la philosophie, c'est juste un réalisme auquel nous devons tous faire face dans la vie. La réalité est que vous l'entendez par la lecture des différents moments d'intervention et des différents déplacements, réunions, expressions publiques sur la solidarité de l'Europe avec l'Ukraine. On estime et on espère que cela a pu jouer un rôle.

In de OVSE heeft Oekraïne het dialoogmechanisme van het document van Wenen toegepast. Rusland heeft geantwoord dat de recente militaire activiteiten deel uitmaken van de geregelde routinetraining van de troepen. In NAVO-kader werd op 15 april een verklaring van de North Atlantic Council gepubliceerd waarin het voortdurende patroon van Russisch destabiliserend

gedrag, onder andere met betrekking tot de soevereiniteit en de territoriale integriteit van Oekraïne en Georgië en de aanhoudende schendingen, niet-implementatie en omzeiling van talrijke internationale verplichtingen en verbintenissen wordt veroordeeld. Ook wordt Rusland opgeroepen om zijn provocaties te staken en de spanningen aan de grenzen van Oekraïne en op de illegaal geannexeerde Krim onmiddellijk te de-escaleren.

De NAVO blijft openstaan voor een periodieke, gerichte en zinvolle dialoog en voor een constructieve relatie met Rusland wanneer het optreden van Rusland dat mogelijk maakt. Momenteel verhoogt de NAVO wel zijn *situational awareness* en politieke consultatie met betrekking tot Oekraïne. Alleen door middel van dialoog kan vooruitgang worden geboekt in het vredesproces voor de Donbass, hetzij in het Normandië-formaat, hetzij in de trilaterale contactengroep. België steunt deze inspanningen ten volle, evenals het werk van de speciale waarnemingsmissie van de OVSE.

J'en viens à la Russie, dont la situation interne a peu évolué depuis notre dernier échange. Madame Van Bossuyt, il y avait eu des questions sur Navalny mais vous n'étiez pas la seule.

Je répéterai que l'Union européenne a publié une déclaration à la veille du Conseil des Affaires étrangères du 19 avril, appelant les autorités russes à lui donner un accès médical immédiat. Vous connaissez le développement de la situation. La Russie, tant en ce qui concerne ses développements internes qu'en ce qui concerne son action sur la scène internationale, est effectivement au cœur de nos préoccupations. Nous en parlons quasiment à chacune de nos rencontres.

L'adoption de sanctions européennes en mars dernier doit rappeler à la Russie que la violation de ses engagements internationaux, notamment en matière de droits humains, entraîne des conséquences. Alors oui, de nouvelles mesures ne sont pas exclues mais les sanctions ne peuvent pas devenir une fin en soi. Cette discussion-là, on l'a sur le dossier russe, on l'a sur le dossier chinois avec les Ouïghours et on l'a sur différents autres dossiers. Le tout est de savoir comment parvenir à cet équilibre entre la sanction, afin de faire savoir au pays concerné et au reste du monde qu'on ne rigole pas, et la gestion de la continuité du dialogue. Cet équilibre est l'un des moyens qui nous permettra d'enregistrer des progrès tangibles en matière diplomatique.

À l'approche des élections parlementaires russes en septembre, la pression sur la société civile ne fera qu'augmenter. Nous devons calibrer nos réactions et en évaluer l'impact avec suffisamment de flexibilité afin d'ajuster le tir si nécessaire. La communauté internationale et l'Europe en particulier ne ferment pas les yeux. Il est vrai que nous devons avoir une vision des enjeux à 360° mais aussi une bonne dose de patience stratégique, qui est souvent mise à mal dans les engagements tels que les nôtres.

Comme je l'ai dit, je reste convaincue qu'un engagement avec Moscou reste nécessaire. La Russie reste totalement incontournable, tant dans le voisinage européen que sur la scène internationale, de sorte que nous devons maintenir les canaux ouverts.

Monsieur Cogolati, vous avez évoqué les sanctions qui auraient été prises par la République tchèque. Au nom de la Belgique, j'ai publiquement soutenu les décisions qui ont été prises par la République tchèque à la suite de la détermination de la responsabilité russe dans l'explosion des deux dépôts de munitions en 2014. L'OTAN et l'Union européenne ont adopté des déclarations de solidarité que nous avons également appuyées.

Katrin Jadin (MR): Madame la ministre, je vous remercie pour ces réponses très détaillées et très sincères quant à l'analyse que vous faites de ces enjeux géographiquement très importants pour nous en tant qu'Européens. Cela fait d'ailleurs longtemps que nous sommes entrés dans une nouvelle ère de relations "Est-Ouest" qui demande beaucoup de sensibilité, de diplomatie et de précautions, notamment en ce qui concerne cette région du Donbass où je me suis déjà rendue tout comme en Ukraine, en Géorgie et en Russie. On arrive vraiment à palper cette attente qu'ont de nombreux citoyens de ces régions vis-à-vis de l'Union européenne. Ils attendent de sa part soit des sanctions, soit des efforts de dialogue.

Je pense comme vous, madame la ministre, que la juste jugulation de tous ces conflits graves doit absolument se faire en demandant à ces États d'être transparents, comme on l'exige d'ailleurs dans nos relations bilatérales avec l'Ukraine, ainsi que des engagements forts en termes de droits humains. Pour cette raison, madame la ministre, le dialogue avec toutes les parties doit absolument être maintenu. C'est au travers de celui-ci que se régleront les discordances et qu'on se préviendra de conflits plus graves. J'en suis convaincue. Il faut insister sur les valeurs qui sont les nôtres au niveau de l'Union européenne, d'autant plus lorsque ces valeurs extrêmement importantes sont bafouées.